



NOUVELLE SÉRIE Vol. 3, N° 9 SEPTEMBRE 1972
Publié avec l'aide financière de l'UNESCO; paraît mensuellement

Le point de vue de l'UICN

Le tourisme, bienfait ou menace pour les régions naturelles

Ceux qui préconisent un système d'aménagement du territoire, tenant compte du maintien des écosystèmes naturels, citent souvent le cas de l'Afrique orientale où le tourisme est centré sur les parcs nationaux et leur faune, les parcs marins, la chasse réglementée aux trophées, etc., et apporte des contributions substantielles au revenu national – il est en fait la source de devises étrangères la plus importante du Kenya et une source considérable de devises pour les autres pays d'Afrique orientale et, récemment, pour d'autres pays africains. De même, le tourisme qui s'est créé autour des plages, des récifs coralliens et des îles est une des principales sources de rapport pour de nombreux pays des Caraïbes.

Le tourisme basé sur les paysages naturels, la vie sauvage et les phénomènes naturels intéressants est aussi très répandu dans la plupart des continents où il apporte des revenus consistants aux économies locales. Il s'appuie souvent sur une combinaison d'éléments naturels, archéologiques, historiques et culturels. Comme pour n'importe quel type de ressource qui rapporte bien, il y a naturellement une tendance à accroître les équipements touristiques dans ces régions et à obtenir en conséquence des revenus plus importants, en offrant aux touristes différents genres de distractions dans l'espoir d'en attirer de plus en plus chaque année. Les statistiques établies pour la majorité des régions à orientation touristique indiquent que les nombres de visiteurs attirés par les merveilles naturelles de ces régions augmentent régulièrement. Les économistes ont effectué de nombreuses études prospectives qui laissent entrevoir un avenir brillant pour les régions où se développera le tourisme international.

Assez naturellement, diverses organisations de tourisme misent sur les ressources naturelles uniques. Dans la plupart des pays, il existe un office national du tourisme – ou un organisme de ce genre – qui, de plus en plus, jette son dévolu sur les parcs nationaux ou régions analogues, en les considérant comme un moyen qui lui permet de réaliser ses objectifs, c'est-à-dire essentiellement de développer le tourisme local aussi bien qu'international.

Ceux qui ont cherché à créer des parcs nationaux pour sauvegarder des écosystèmes naturels intéressants et les aménager, afin que les visiteurs puissent en profiter, n'ont souvent pas prévu un tel «boom» touristique.

Pour faciliter ce tourisme en expansion, on prévoit ou on construit de nouveaux hôtels, des routes plus nombreuses et

d'autres équipements, on organise de nouveaux genres d'excursions. Cela provoque évidemment de nouveaux types de pressions sur les ressources naturelles qui sont la base de cette industrie. Il arrivera naturellement un point où la ressource sur laquelle tout est édifié se trouvera véritablement en danger et parfois détruite. La poule aux œufs d'or est tuée à petit feu.

On note des signes de cette évolution dans de nombreux endroits. Dans les plaines herbeuses très fragiles du Serengeti (Tanzanie), des centaines d'autos bondées de touristes sillonnent les lieux pour approcher les animaux au plus près et permettre aux touristes de les voir mieux et de les photographier à loisir. Parfois des chauffeurs peu scrupuleux – et ceux qu'ils conduisent – coursent les animaux à travers les plaines, pour donner aux touristes un petit supplément d'excitation. Il n'y a pratiquement pas de bande de lions qui ne soit entourée d'une cour de touristes ébaubis et la patience des animaux à cet égard est remarquable. Comme les vautours, les guides savent que pour localiser rapidement un animal intéressant, il suffit de repérer l'endroit où d'autres «vautours» – ou voitures de tourisme – sont agglutinés. Les parcs marins situés le long des côtes, près de Malindi au Kenya, sont utilisés de façon intensive et parfois mal utilisés par des touristes de plus en plus nombreux. Aux Galapagos, c'est en nombre croissant que les touristes viennent voir les colonies d'oiseaux nicheurs, tels que l'albatros des Galapagos. L'effet de ces interférences est étudié* mais n'est pas encore connu. On pourrait citer des milliers d'autres cas, documents à l'appui, pour illustrer cette tendance. Il existe des problèmes identiques en ce qui concerne les monuments culturels. Stonehenge un samedi après-midi ressemble à l'île des singes d'un parc zoologique; les touristes essaient de grimper aux menhirs, courent sur les pierres tombées ou essaient d'élargir des orifices qui avaient autrefois une raison d'être. L'Acropole d'Athènes ou le Forum de Rome sont l'objet de pressions semblables, causées par les nombres sans cesse croissants et incontrôlés de touristes. Une planification déficiente jointe à un manque de compréhension de la part des visiteurs contribuent à augmenter les dégradations.

La menace la plus importante vient en général d'une planification déficiente du système de routes et de l'implantation des hôtels dans des régions présentant un grand intérêt scientifique, éducatif et récréatif. Cela diminue la valeur de régions naturelles et culturelles uniques et engendre un certain nombre de perturbations dont les répercussions lointaines ne sont pas toujours prévisibles mais présentent incontestablement des tendances nuisibles. De récents conflits entre les directeurs de parcs qui voudraient voir gardées aussi intactes que possible les régions naturelles et ceux qui souhaitent le contraire, c'est-à-dire implanter des hôtels, bâtiments, piscines et autres équipements de loisirs en plein milieu des parcs, se sont produits presque tous les pays où le tourisme centré sur les ressources naturelles joue un rôle important.

Les parcs nationaux et l'organisation de tourisme du pays sont souvent rattachés à des institutions ou à des ministères différents. Le tourisme, source importante de revenus, dispose souvent de moyens financiers supérieurs et de meilleurs moyens publicitaires pour diffuser son point de vue. Plus souvent qu'à son tour l'organisation de tourisme a eu gain de cause. Dans certains pays, on a même observé une «prise en charge» des régions naturelles par l'organisation touristique.

Aux yeux de l'UICN, cela constitue un cas exemplaire où il est nécessaire de prendre des décisions appropriées pour assurer que les intérêts à long terme d'un pays qui possède des parcs nationaux soient favorisés. Dans une récente lettre adressée à M. Pastrana, président de la Colombie, où s'était produit un tel conflit à propos du remarquable Parc national de Tayrena (qui s'étend du littoral jusqu'à 800 m. d'altitude au pied de la Sierra Nevada de Santa Marta), l'UICN et le WWF ont exposé leur opinion dans les termes suivants:

* L'UICN et le Fonds mondial pour la nature, en étroite association avec la Fondation Charles Darwin, patronnent actuellement une étude pour déterminer avec précision les effets de ces interférences et trouver les moyens d'amener les touristes le plus près possible sans perturber la faune exceptionnelle de ces îles.

«L'expérience acquise dans de nombreux endroits du monde indique clairement que si les parcs nationaux doivent pouvoir fonctionner de façon efficace et productive, il est indispensable d'implanter les équipements touristiques *en dehors* des limites du parc. Les pouvoirs responsables du parc doivent être chargés de s'occuper des visiteurs sur le territoire du parc, tandis que les responsables du tourisme se chargeront d'orienter les visiteurs vers les parcs. Il faut donc établir une collaboration harmonieuse entre les autorités responsables du tourisme et celles des parcs nationaux...

» Nous vous prions instamment de favoriser toute solution susceptible de préserver l'intégrité de Tayrena dans son état naturel et de permettre en conséquence son utilisation optimum par la science, les loisirs et le tourisme, dans l'intérêt à court et à long terme de la Colombie et, par là, du monde entier qui est concerné par ce patrimoine naturel exceptionnel.»

Pour tenter de trouver une solution à ce difficile problème, l'UICN a suggéré l'établissement d'un système de zonage des parcs nationaux et des autres régions protégées dans lequel les considérations de conservation de la nature doivent être prédominantes. Reconnaissant qu'il n'est pas toujours possible d'implanter les équipements touristiques en dehors des parcs nationaux, cela suppose une division des fonctions à l'intérieur même du parc.

L'UICN reconnaît qu'un développement intensif du tourisme est incompatible avec la conservation de la nature et qu'il doit être limité à une zone relativement étroite du parc national. D'autre part, ceux qui souhaitent se promener dans le parc national sans l'aide de transports mécanisés devraient avoir la possibilité d'aller pratiquement partout, mais en nombre limité. Il y aurait une exception pour les zones mises en réserve afin d'y réaliser une étude scientifique à long terme ou à d'autres fins écologiques: là, il est essentiel d'exclure toute espèce de perturbation. L'UICN continuera de demander que ce type de zonage séparant les régions pour touristes et les régions établies pour conserver la nature soit réalisé dans tous les parcs nationaux et travaillera avec les organisations de tourisme pour leur faire comprendre la nécessité de telles mesures.

Conférences et réunions

Pacem in Maribus III

La troisième rencontre de Pacem in Maribus a eu lieu à Malte, du 26 juin au 3 juillet 1972. Comme les précédentes, celle-ci avait pour objectif de rechercher de nouvelles voies vers la paix mondiale et le désarmement, sur la base des intérêts communs des nations, en ce qui concerne l'utilisation des mers et des fonds marins du monde. Les intérêts de Pacem in Maribus dépassent toutefois la réconciliation des nations du monde et s'étendent à la protection de l'environnement et des ressources naturelles des océans et des mers. Cela conduit inévitablement à un examen des problèmes globaux de l'environnement. En raison du lieu de la rencontre - Malte - et du patronage de l'Université royale de Malte, les intérêts de Pacem in Maribus se sont plus particulièrement orientés sur la Méditerranée, dans le but d'utiliser cette mer comme modèle pour analyser et résoudre des problèmes de portée mondiale.

Depuis les trois années qu'existe Pacem in Maribus, il semble que les perspectives d'un régime international des océans soient plus lointaines que jamais. Les pays ont durci leurs positions, revendiquent unilatéralement le droit d'étendre leurs eaux territoriales, dites «patrimoniales» et leurs territoires de pêche, ainsi que les secteurs du plateau continental et de ses pentes qui sont sous leur contrôle. Les divergences d'intérêts entre les pays en voie de développement et les pays techniquement avancés se sont accentuées, les premiers réclamant des compensations pour tout effort fait pour protéger l'environnement planétaire. Cette importance croissante donnée à la souveraineté et aux droits nationaux conduit à une solution impossible. Ou bien nous devons envisager la perspective d'un océan divisé en territoires appartenant aux divers pays maritimes, cela impliquant le sacrifice de tous les autres intérêts, ou bien nous devons parvenir à un accord sur le contrôle international des ressources océaniques. Ainsi, la

dégradation de la situation pourrait en elle-même accroître les chances de parvenir plus rapidement à une action internationale. Divers projets intéressants plus particulièrement l'UICN ont été discutés à Malte; notamment ceux qui ont trait 1. au potentiel économique des océans, 2. au développement de la Méditerranée et son impact sur le milieu marin, 3. à un service international des mers et 4. à la création d'un Institut international de l'Océan. Cet Institut international de l'Océan existe désormais et son siège est à l'Université royale de Malte. Les recommandations des divers groupes de travail seront transmises aux organisations gouvernementales et intergouvernementales pour qu'elles prennent les mesures nécessaires. Les travaux de cette rencontre seront publiés et peuvent être obtenus auprès de Pacem in Maribus.

Conseil international pour la préservation des oiseaux

La XI^e conférence de la Section continentale européenne du CIPO, tenue à Mamaia, en Roumanie, du 15 au 19 mai, a réuni les représentants de 17 pays. Ceux-ci ont voté 24 résolutions énergiques demandant que cessent les dommages infligés aux oiseaux sauvages et à leurs habitats.

Plusieurs résolutions intéressent particulièrement l'UICN. La première d'entre elles recommande la création d'un groupe de travail sur les dangers que présentent les produits chimiques pour les oiseaux; ce groupe s'attacherait à organiser un programme de coopération pour recenser les espèces menacées dans l'ensemble de l'Europe. Les sections nationales travailleraient, dans leurs pays respectifs, à élaborer des programmes d'enquête et d'analyse. La troisième résolution demande à tous les pays européens qui ne l'ont pas encore fait de mettre un terme à la chasse de printemps aux oiseaux migrateurs. La cinquième engage tous les gouvernements à signer et à ratifier la Convention sur les zones humides présentant une importance internationale, en particulier pour la sauvagine (Ramsar, 1971). Dans sa 20^e résolution, la conférence invite les gouvernements des Pays-Bas, du Danemark et de la République fédérale d'Allemagne à créer un parc international, qui engloberait toute la mer des Wadden.

L'UICN et le WWF figuraient parmi les organisations représentées à la conférence.

Congrès bisannuel allemand de la conservation

Le Congrès allemand de la conservation s'est déroulé à Husum (Schleswig-Holstein), porte du nouveau parc national allemand de la mer des Wadden, du 30 mai au 3 juin 1972. Il a réuni environ 1000 participants, dont le Président du Parlement, qui a prononcé une allocution intitulée «La conservation dans le processus de décision politique», et d'autres dirigeants.

Les principaux sujets de la conférence avaient trait à la nouvelle loi fédérale sur la conservation, qui doit être adoptée prochainement et à la planification du nouveau parc national des Wadden, au nord-ouest de l'Allemagne. Les discussions ont porté sur des propositions pour l'intégration de plans de conservation dans le système existant de planification régionale et sur le droit d'organisations privées de conservation à tenter une action en justice contre des mesures administratives et des décisions qui ne répondent pas à une politique de conservation bien conçue.

Stage sur la pédagogie de l'enseignement mésologique en Hollande

Un stage de formation destiné aux enseignants a été organisé à Wilhelminaoord (Pays-Bas) du 11 au 21 juillet 1972, sous le patronage de «Biologisch Werkkamp voor het Onderwijs (KNNV)», du Comité pour l'Europe du Nord-Ouest de la Commission de l'Éducation et du School and Children's Garden Service de La Haye.

Ce stage était orienté sur l'étude du milieu naturel sur le terrain, mais traitait également de l'éducation relative à l'environnement dans les programmes scolaires et de la formulation des objectifs sous une forme opérationnelle.

78 participants de 7 pays de cette partie de l'Europe y assistaient ainsi que des invités d'Italie et des États-Unis.

Commission de l'écologie

La Commission de l'écologie de l'UICN a tenu sa 14^e réunion à Stockholm le 10 juin 1972, pendant la conférence de l'ONU sur l'environnement.

La commission a discuté de sa politique et a examiné son programme à la lumière de projets en cours et nouveaux. Elle a étudié avec une attention particulière une communication de R. F. Dasmann, décrivant un système de classification des régions naturelles. Cet article paraîtra prochainement dans *Biological Conservation*. Les structures permettant d'associer plus étroitement les projets de l'UICN au Programme MAB ont été étudiées. D'autres sujets ont également été abordés, notamment la responsabilité assumée par l'UICN dans la réalisation du Check Sheet Survey du PBI/CT, les problèmes arctiques, les forêts humides tropicales, les écosystèmes des régions désertiques et semi-désertiques.

Activités du programme

Etude de la région du volcan Baru

A la demande du Ministre de l'Agriculture de Panama, l'UICN a entrepris, avec l'aide financière du Fonds mondial pour la nature (Société nationale des E.-U.), une étude écologique de la région du volcan Baru et émis des recommandations sur les zones à inclure dans un parc national que l'on projette de créer. Le rapport a été adressé aux autorités panaméennes.

La région du Baru est couverte d'une forêt primaire de l'étagé des nuages, un type de végétation d'un grand intérêt, habitat d'un oiseau très rare, le quetzal (*Pharomacrus mocinno*), le guan cornu et d'autres espèces rares et curieuses. Le pic du volcan présente un grand intérêt du point de vue géologique et la forêt contient des chênes géants, de nombreuses espèces d'orchidées, de broméliacées et d'animaux sauvages.

Anne LaBastille, de l'Université de Cornell, membre du SSC, a été chargée de l'enquête; elle a été aidée dans ses travaux sur le terrain par M. Clyde H. Smith, photographe, et une équipe du Service des forêts et du Département des ressources naturelles.

Cette étude faisait partie du programme coordonné FAO/PNUD. Elle complète et développe un projet à long terme, préparé par deux experts du Service des parcs nationaux des Etats-Unis, en collaboration avec la FAO.

Nouvelles du WWF

QANTAS, 29^e compagnie aérienne à accepter la résolution du WWF

La compagnie aérienne australienne QANTAS a décidé d'appuyer une résolution du Fonds mondial pour la nature demandant aux compagnies aériennes de ne pas encourager la chasse aux espèces menacées. Elle est la 29^e compagnie à avoir accepté cette résolution.

La résolution du WWF, adoptée en septembre dernier, demandait aux compagnies «de s'abstenir d'encourager le développement de voyages qui menacent la nature sauvage et notamment d'expéditions de chasse aux animaux menacés de disparition, figurant dans le Livre rouge des espèces menacées, publié par l'UICN».

Le Conseil exécutif de l'IATA a recommandé cette résolution à ses membres.

Les compagnies aériennes qui ont accepté d'appuyer cette résolution sont: Aerolinas Argentinas, Air Afrique, Air India, Alitalia, Ansett Airlines, American Airlines, British European Airways, British Overseas Airlines Corporation, British West Indian Airways, China Airlines, Air Congo, Aerovias Nacionales de Colombia, Eastern Airlines, El-Al, East-West Airlines, Ethiopian Airlines, India Airlines, Iran National Airlines, KLM, Malta Airlines, Aeronaves de Mexico, Middle East Airlines, Pan American, Qantas, Sabena, Swissair, Trans-Australia Airlines, Transworld Airlines, Servicos Aereos Cruzeiro do Sul.

Morges – Photothèque

Commencée très modestement il y a cinq ans, la photothèque du Fonds mondial pour la nature est devenue une vaste collection de plus de 20 000 documents photographiques en noir et blanc, couvrant de nombreux aspects de la conservation ainsi qu'une grande quantité d'espèces animales, en particulier d'espèces menacées.

La collection en noir et blanc comprend des photographies relatives à des projets, des événements et des personnalités, ainsi que des sujets tels que le braconnage, des campagnes spéciales, par exemple les félins tachetés, l'érosion et la pollution. Une des sections, celle qui a trait aux parcs nationaux, réserves de chasse et sanctuaires, classés par pays, prend de plus en plus d'extension.

Un petit fichier contient une collection de négatifs originaux ou, dans certains cas, des négatifs obtenus d'originaux en noir et blanc de bonne qualité.

La collection comporte environ 10 000 diapositives en deux formats 24×36 et 60×60. Les petites diapositives sont conservées dans un fichier spécial et rangées par vingt, sous feuillets plastiques. Ceux-ci peuvent être facilement sortis du fichier et examinés sur la table de lecture. En règle générale, ces diapositives ne doivent pas être envoyées à l'extérieur. La plupart d'entre elles ont été reproduites pour pouvoir être prêtées et les doubles sont conservés dans un classeur séparé.

La plupart des diapositives en 60×60 sont gardées dans un grand fichier. Il n'en existe pas de duplicata. Elles sont montées sur cadres métalliques mobiles et peuvent être visionnées sur un écran lumineux. Ces diapositives représentent essentiellement des vues de parcs nationaux, de leur faune et de leur flore.

Dessins

Très souvent, il n'existe pas de matériel photographique convenable de certaines des espèces rares et menacées. Certains des plus célèbres peintres d'animaux ont contribué à une collection d'études d'animaux en couleur et en noir et blanc, qui peuvent être reproduites. On peut obtenir des photographies de ces dessins.

Matériel d'exposition

Un grand nombre de photographies et certaines lithographies en couleur de différentes tailles ont été montées sur plaques métalliques et protégées par un vernis spécial. Ce matériel peut être utilisé pour des expositions.

Utilisation du matériel

Les personnes désirant obtenir des documents de la photothèque doivent s'adresser au Directeur Général, Fonds mondial pour la nature, 1110 Morges, Suisse.

Les demandes devraient être aussi précises que possible, en ce qui concerne les espèces et les sites désirés, et envoyées en temps voulu. En règle générale, les reproductions ne sont pas envoyées gratuitement.

Le Service des parcs des E.-U. aide le Venezuela

Le Service des parcs des E.-U., en collaboration avec la Corporation nationale du tourisme et la Division des parcs nationaux du Venezuela a envoyé dans ce pays un groupe de trois planificateurs pour aider à la préparation d'un plan directeur de protection pour le parc national de Canaima. Ce groupe travaillera avec une équipe nommée par le Gouvernement vénézuélien.

Le parc national de Canaima, qui compte un million d'hectares, se trouve dans l'Etat de Bolivar et ne peut actuellement être atteint que par avion. Le parc contient les chutes les plus hautes du monde, Angel Falls, ainsi qu'une flore et une faune très riches.

On espère que cette aide renforcera considérablement le Département vénézuélien des parcs nationaux.

Appelez SOS environnement

Ceux qui, en Allemagne, souhaitent signaler des dégradations de l'environnement peuvent appeler le numéro 44 22 77, à Bonn. Ce système a reçu l'approbation du Ministre de l'Intérieur Genscher et est organisé par la Fédération allemande de conservation de la nature, qui compte deux millions de membres. Cette organisation trie les appels téléphoniques et les lettres, et les transmet aux autorités concernées pour que des mesures appropriées soient prises.

Un système identique, mis sur pied à Munich, avait enregistré 5000 appels en 130 jours, dont 32 % concernaient le bruit, 26 % la pollution atmosphérique, 25 % les déchets solides, 10 % la pollution des eaux, 4 % la construction non autorisée et 3 % *seulement la conservation de la nature*.

Bibliographie

Sauf indication contraire, les analyses bibliographiques paraissant dans le bulletin sont faites par le Professeur Tom Harriison.

Duvigneaud, P. (Ed.) 1971: Productivité des écosystèmes forestiers: Actes du Colloque de Bruxelles. 707 pp., 120 F (US\$ 30., £ 9). Paris, UNESCO.

Cette publication, qui fait partie de la collection «Ecologie et conservation», contient les communications présentées au Colloque sur la productivité des écosystèmes forestiers, organisé par l'UNESCO et le Programme biologique international (PBI), avec l'appui et l'aide financière du gouvernement belge, au Palais des Congrès de Bruxelles, du 27 au 31 octobre 1969; elle comporte, en outre, certains articles complémentaires choisis par le professeur P. Duvigneaud, directeur du Laboratoire de botanique systématique et d'écologie de l'Université de Bruxelles, président du colloque.

Plus de 120 participants de quelque 25 pays ont assisté au colloque; on trouvera leurs noms à la fin de l'ouvrage.

Après la réunion du groupe de travail sur l'étude de la productivité des forêts, organisée par le PBI au Tennessee (Etats-Unis) en août 1969, le principal objectif du Colloque de Bruxelles était de rassembler et de comparer les données obtenues au cours des travaux sur la productivité et le flux d'énergie dans les écosystèmes forestiers. Le colloque avait à examiner une vingtaine de communications qui tentaient de résumer l'état actuel des connaissances sur les différents aspects de la productivité forestière à tous les niveaux trophiques, tant dans les zones tempérées que dans les zones tropicales. Ces communications, dont les textes ont été, pour la plupart, distribués à l'avance, n'étaient pas essentiellement des études scientifiques originales, mais plutôt des rapports sur des travaux en préparation ou en cours. Elles récapitulaient les résultats obtenus jusqu'à présent et indiquaient les grandes lignes des plans de travail futurs, contribuant ainsi au progrès de l'intégration et de la coopération internationales dans les recherches sur le biome. Un certain nombre de rapports plus brefs ont également été présentés au Colloque.

M. P. Vermeylen, ministre de l'Education nationale et de la culture néerlandaise de Belgique, a souhaité la bienvenue aux participants; puis M. G. Budowski, alors membre du Secrétariat de l'UNESCO, a prononcé une allocution.

Le programme du Colloque se divisait en dix grandes sections: 1. Bioclimatologie et phénologie forestières; 2. Edaphologie forestière; 3. Productivité primaire (méthodes et concepts, forêts boréales, forêts et plantations de résineux, forêts mixtes, forêts feuillues caducifoliées, forêts feuillues sempervirentes, forêts tropicales et équatoriales); 4. Productivité secondaire; 5. Décomposition de la litière, pédofaune et pédoflore forestières; 6. Cycle des éléments biogènes et cycle de l'azote; 7. Modèles mathématiques; 8. Extension des résultats, y compris cartographie des écosystèmes; 9. Rapports sur la synthèse des résultats de projets intégrés; 10. Remarques et conclusions.

Cet ouvrage aura un intérêt pratique pour les spécialistes des écosystèmes forestiers, tout particulièrement au moment où l'UNESCO lance son programme intergouvernemental et interdisciplinaire sur l'homme et la biosphère.

Joseph Lucas

Mathews, Dick (1971). Wild animals as pets. New York, Doubleday and Company Inc. 280 pages, 80 demi-planches d'illustrations photographiques, \$ 6.95.

Voilà un petit ouvrage bien présenté, dérivé d'une bonne idée qui a été développée par un auteur américain, dans un style facile frisant irrégulièrement le superficiel. L'idée, prendre seize animaux sauvages de genres très différents, trouver un exemple de chacun d'entre eux gardé comme animal familial par des particuliers (aux E.-U.) et décrire en détail comment cela se passe, photographies en gros plan à l'appui prises par Patricia Caldwell; ajouter ensuite des chapitres sur les soins et la nourriture à donner à chacun, ainsi qu'un condensé de l'histoire naturelle de chaque animal. C'est une présentation agréable, de lecture facile.

Comme presque tous ceux qui écrivent sur les animaux à l'heure actuelle, M. Mathews utilise généreusement sa plume pour montrer l'importance de reconnaître le vrai rôle des animaux à l'état sauvage, de respecter les intérêts de la conservation, de ne pas acheter illégalement d'animaux rares, etc. Malheureusement, pour rendre son livre attrayant, il a dû y inclure des animaux singuliers, disons même exotiques. C'est ainsi qu'on trouve des chapitres sur l'ocelot, le chat sauvage, le tigre, le jaguarundi, le chimpanzé et le loup (40 % de ses exemples), animaux qui, une fois adultes seront presque sûrement impossibles à garder comme il l'admet d'ailleurs implicitement. Le dévouement, que l'auteur de cette analyse n'a vu que trop fréquemment en Asie du sud-est, dans le cas du kinkajou et du gibbon, est qu'après une enfance choyée et gâtée, l'adulte finit le plus souvent dans un zoo de deuxième ordre, prisonnier jusqu'à sa mort. C'est sans doute la forme la plus égoïste de ce soi-disant amour pour les animaux.

Un dernier chapitre mentionne divers primates et d'autres animaux: ceux-ci et plusieurs des autres espèces citées, figurent déjà dans la liste des espèces menacées annexée au projet de convention de l'UICN sur l'exportation, l'importation et le transit de certaines espèces animales et végétales sauvages (Bull. 19, 1971, p. 162).

Comme on peut s'y attendre, la plupart de ces animaux doivent subir un traitement avant de devenir des animaux «domestiques» — arrachement des crocs ou des griffes, castration, déodorisation (mouffette p. 86). Certains d'entre eux subissent même toute la série semble-t-il. Qu'il est sauvage, ce monde civilisé!

Thornton, Ian (1971). Darwin's Islands. Garden City, New York, American Museum of Natural History. 322 pages, 36 planches, nombreuses figures dans le texte. \$ 7.95.

Le lecteur oublie rapidement que le style de ce livre, imprimé sur un papier épais (et donc lui-même épais), manque un peu de légèreté, car les informations y sont présentées avec une certaine fraîcheur et donnent l'impression que l'auteur connaît, dans les moindres détails, son sujet, c'est-à-dire les quelque 7500 km² des îles volcaniques que sont les Galapagos. Il est pardonnable d'hésiter à lire un ouvrage de plus sur l'histoire naturelle de ces îles si fascinantes, mais dont le thème a été souvent ressassé, placées sous le contrôle de l'Equateur. Pourtant, le professeur Thornton, un anglais doyen de l'Ecole des sciences biologiques de l'Université de La Trobe, Melbourne (Australie), a pris la peine de passer en revue les études faites antérieurement et d'y amalgamer les siennes, de sorte que l'entreprise est une réussite.

Après un aperçu historique suivi d'une description des îles, il examine différentes questions dans un ordre quelque peu fantasque: d'abord les

oiseaux de mer, puis les plantes (dont un peu plus de 40 % sont endémiques) et les insectes (en particulier les sauterelles). Viennent ensuite deux chapitres sur les reptiles (notamment un remarquable chapitre sur la situation des tortues géantes), puis un sur les oiseaux terrestres et un autre sur l'inévitable pinson de Darwin (où figure une bonne analyse du nouvel ouvrage de R. I. Bowman, qui conteste la thèse classique de David Lack).

Le dernier chapitre, intitulé «Les menaces», montre sans dramatiser la nécessité de consacrer des fonds plus importants à la conservation des Galapagos et de développer les activités en cours. L'auteur invite tous ceux qui seraient intéressés à faire partie des Amis des Galapagos, c/o 1, rue Ducale, Bruxelles 1, Belgique. Le texte se termine sur cette phrase: «Les îles de Darwin méritent et exigent l'attention des hommes éduqués du monde entier et ce besoin est pressant» (p. 276).

La bibliographie est assez complète mais l'absence de table des illustrations est agaçante. Certaines des illustrations photographiques manquent de netteté (par exemple: pl. 2, 3, 6).

Ward, Barbara et Dubos, René (1972): Only one Earth: The Care and Maintenance of a Small Planet. New York. W.W. Norton & Co Inc., 225 pp.; \$ 6.00.

Ce livre est un rapport non officiel écrit à la demande du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, Maurice F. Strong. Il a été préparé avec l'aide d'un comité de 152 membres correspondants de 58 pays. On pourrait ainsi craindre que cet ouvrage ne soit désespérément ennuyeux et ne dépasse pas le plus petit dénominateur commun acceptable par tous. Mais il faut rendre hommage à l'aisance de style des auteurs, grâce auxquels ce livre n'est ni ennuyeux, ni plein de platitudes. C'est au contraire un compte rendu bien rédigé sur les problèmes de l'environnement, tels qu'ils se présentent aux yeux des Nations Unies et de leur conflit passé et présent avec les aspirations des nations pauvres du monde vers le développement économique. C'est une lecture essentielle pour quiconque souhaite comprendre les débats et polémiques ainsi que les accords finalement atteints lors de la Conférence des Nations Unies à Stockholm, en juin 1972.

Tout comme la Conférence de Stockholm, cet ouvrage révèle nettement que les pays en voie de développement sont loin d'être convaincus des réalités de la crise de l'environnement qui confronte l'humanité.

On observe certes une bonne volonté en ce qui concerne la création, au sein des Nations Unies, d'une organisation pour l'environnement et son financement, l'adoption d'une déclaration générale de principes, le fait de reconnaître qu'il est nécessaire d'effectuer des travaux de recherche et de surveillance continue et l'étude de nouveaux accords internationaux possibles. Mais personne ne semble prêt à sacrifier ne serait-ce qu'une ombre de souveraineté nationale ou à accepter une proposition susceptible d'entraver le développement économique.

L'orientation donnée à ce livre, comme celle qui a pris la Conférence de Stockholm, décevra l'écologiste et le naturaliste. Ce sont les considérations économiques et les besoins matériels de l'humanité qui prédominent. Bien que l'on relève une certaine préoccupation à l'égard du monde naturel, dont dépend l'humanité, l'accent n'est pas mis sur ce sujet. Pourtant la biosphère a des limites dont nous nous approchons rapidement. Si les hommes politiques ne sont pas disposés à accepter cette réalité, les nations et l'humanité entière en pâtiront amèrement.

On ne peut attendre d'un rapport des Nations Unies — même d'un compte rendu non officiel comme celui-ci — qu'il exprime fermement l'intention de contraindre les pays d'accepter à contrecœur des vérités écologiques. Mais les mots de Barbara Ward et de René Dubos suffisent à faire réfléchir bien des gens. Les solutions envisagées aux problèmes de l'environnement ne sont pas encore acceptables; il faut attendre que la situation se dégrade encore plus. En attendant, ce livre, comme la Conférence de Stockholm, n'est pas une conclusion mais un début. Les leçons qu'on peut en tirer nous apportent les bases de nouvelles stratégies, tout en nous faisant comprendre que tant que les peuples vivront dans le dénuement et la crainte, ils seront sourds aux avertissements annonçant la fin du monde. Pour eux, la fin du monde, c'est maintenant.

Raymond F. Dasmann

— (1971): **Les Parcs nationaux: Compte rendu du Colloque international sur les Parcs nationaux européens.** Paris: Fédération française des sociétés de sciences naturelles; Office français de protection de la faune. 236 pp.; n.p.

Présenter sous une forme attrayante et instructive le compte rendu d'un colloque et les communications présentées à une telle occasion a toujours été considéré comme une tâche difficile.

Ce volume, qui fait suite au colloque sur les Parcs nationaux européens, tenu à Paris du 15 au 17 juillet 1970 et organisé par la Fédération française des sociétés de sciences naturelles, est à cet égard parfaitement réussi. Le travail des rédacteurs, eux-mêmes extrêmement compétents, a été certainement facilité par la qualité, en général excellente, des contributions fournies par d'éminents spécialistes français et étrangers de la conservation de la nature.

Alors que la deuxième Conférence mondiale sur les Parcs nationaux va bientôt se réunir au Parc national de Yellowstone dont on célèbre cette année le centenaire, cette publication vient à son heure pour permettre au public francophone — toujours très défavorisé dans ce domaine par rapport à son homologue de langue anglaise — de compléter son information sur les parcs nationaux et leurs problèmes et l'on doit espérer que ce volume sera largement diffusé en Europe. L'ouvrage est divisé en trois parties plus une conclusion générale. La première partie traite de la nécessité toujours plus urgente de protéger le milieu naturel, la seconde donne une bonne idée des différents types de parcs nationaux à travers le monde; la troisième, plus brève, est consacrée au compte rendu proprement dit et surtout fournit les résultats les plus intéressants d'une enquête concernant les principes qui doivent présider à la création de parcs nationaux en Europe. Bien entendu une fois de plus, la définition même du terme de parc national est remise en question mais j'estime qu'en 1972 le lecteur de ce volume, grâce aux exemples qui lui sont donnés, comprendra mieux que l'important n'est pas tellement de se mettre d'accord sur une définition générale qui ne sera jamais parfaite aux yeux de tous mais bien de s'efforcer d'obtenir sur le terrain un statut pour les zones protégées ou à protéger, qui assure judicieusement et définitivement la meilleure protection du patrimoine naturel national.

Par ailleurs, la désignation de parc national avec le prestige qu'elle confère doit continuer à représenter avantageusement tout territoire dont la protection a été ou sera jugée une fois pour toute digne d'intérêt national. Toutes les activités permises dans un tel territoire doivent donc être compatibles avec cette protection et le gouvernement qui prend trop de liberté avec elle, la néglige ou autorise sa suppression, se renie et doit s'attendre à être sévèrement jugé dans un avenir proche. Cet avertissement ressort clairement du compte rendu du colloque de 1970 et nul doute que malgré certaines récentes victoires des amis de la nature en Europe, il demeure toujours aussi actuel.

La conclusion générale reprend les termes du manifeste qui fut rédigé, en particulier par M. Jean Dorst, président de la Fédération française des sociétés de sciences naturelles, et qui fut largement diffusé dans le monde au cours des derniers mois de l'année 1970.

P. de Rham